

Belgique L'État échoué

Walter Pauli

L'image du *failed state* renvoyée à la face de la Belgique par la presse internationale en a choqué plus d'un. Pourtant, les propres dirigeants de ce pays y ont recours depuis des décennies. Et cela fait plus de cinquante ans que la notion d'État échoué colle à l'image que la Belgique a d'elle-même : *Belgiëske nikske*, pays de singes, homme malade de l'Europe, unique pays au monde à compter deux démocraties, mais pas cinq minutes de courage politique, etc. Un rappel historique de l'éditorialiste flamand Walter Pauli.

En janvier dernier, quand le candidat [républicain] à la présidentielle américaine Donald Trump avait traité Bruxelles de *hellhole* (trou à rats), le pays avait encore pu réagir comme un seul homme par un haussement d'épaules. Après tout, Trump était déjà connu pour ses outrances, y compris à l'égard des États-Unis.

Après les attentats de Paris, c'est la presse internationale qui se mit à durcir le ton à l'encontre de la Belgique et de Bruxelles. Et cela, ce fut pris davantage au sérieux que les insultes de Trump : notre réputation internationale en prenait un coup. Mais lorsque Tim King, sur le site Politico¹, reléguait la Belgique au rang de *failed state*², il

toucha une corde extrêmement sensible. Comment en était-on arrivé là ? Pourquoi cet article suscita-t-il une telle émotion de La Panne à Arlon ?

Gauche wallonne

Jusqu'aux années 1960, la Belgique n'eut aucun problème d'image de soi. Nous nous considérions comme un État modèle avec une colonie modèle : le Congo. La Belgique était si exemplaire qu'elle était allée jusqu'à promouvoir

verbe faillir (échouer, manquer, ne pas réussir). Certains traducteurs et politologues francophones ont recours à la traduction *État raté*. Mais cette formulation est trop carrée et irrévocable par rapport au *failed state* anglo-saxon, au *mislukte staat* néerlandophone, au *gescheiterter Staat* germanophone, à l'*Estado fallido* hispanophone ou même au *Stato fallito* italoophone. Désormais, certains traducteurs et auteurs francophones (Marc Weitzmann, par exemple) traduisent *failed state* par *État échoué*. Dans le cas belge, échoué a en outre une force d'évocation (en français seulement) et résonne comme une métaphore navale. Un peu comme si cette *non-nation* (ou cette *failed nation*, dicit Bart De Wever, VRT, 20 juin 2016) qu'est la *Belgica* n'avait pas sombré en 1940 au large des côtes norvégiennes, mais s'était échouée sur des bancs de sables ou des marais, quelque part entre Moerdijk et Lille.

1|Tim King, « Belgium is a failed state », *Politico*, 2 décembre 2016, <http://politi.co/1T02qsC>

2|La notion anglo-saxonne et controversée de *failed state* se traduit difficilement en français. La traduction *État failli* a d'abord été introduite par les Canadiens francophones, mais, de ce côté-ci de l'Atlantique, elle évoque davantage une faillite financière que le sens premier du

Bruxelles au rang de *capitale de l'Europe*. Les anciens conflits qui avaient déstabilisé le pays dans les années 1930 semblaient tous résolus. Dans l'immédiat après-guerre, la question linguistique n'était plus un problème : le Mouvement flamand s'était rangé dans le mauvais camp [la Collaboration] et la Belgique dans le bon. La guerre elle-même semblait avoir été gagnée par la Belgique. L'opposition entre travail et capital avait été arbitrée par le Pacte social (1944) et la *Déclaration commune sur la productivité* (1954). L'Église catholique et les libres penseurs avaient enterré la hache de guerre en signant le Pacte scolaire et la Paix scolaire (1958). La presse se départageait en fonction des partis politiques et défendait les grands projets des élites politiques.

Et puis, soudain, cette image de soi se brisa en mille morceaux. En 1960, le Congo devint indépendant dans des circonstances dramatiques. Le Conseil de sécurité des Nations unies adopta des résolutions condamnant notre politique congolaise et exhortant les Belges à changer de ligne diplomatique. Toujours en 1960, le pays vécut les affres des grandes grèves de gauche contre la « Loi unique³ » du Premier ministre Gaston Eyskens⁴. Ce dernier souhaitait lever davantage d'impôts et simultanément faire des économies sur les pensions et les indemnités de chômage. Cette première et large confrontation d'après-guerre entre gauche et droite épousait également une ligne de clivage entre Wallons et Flamands. C'est cette image qui ressurgit aujourd'hui dans les grèves de gardiens de prison ou les arrêts de travail à la SNCB : la contestation militante de gauche est nettement francophone. Et elle n'hésite pas à se retourner contre l'État belge.

C'est l'héritage du dirigeant de la FGTB André Renard qui, à une époque où les *métallos* [en français dans le texte] se comptaient encore par centaines de milliers, fut le principal instigateur de la grève générale contre la « Loi unique ». Renard contrôlait également un quotidien qui ne s'appelait pas par hasard *La Wallonie* [1923-1998]. Il n'avait que faire d'un Parti socialiste [PSB unitaire] qui concluait des accords de gouvernement avec la droite : « *Il faut l'abattre* » [en français dans le texte]. C'est de la gauche wallonne et radicale que vint donc la première attaque contre le modèle belge de concertation.

Ce faisant, le génie était sorti de sa bouteille. De jeunes universitaires comme Luc Huyse s'attaquèrent aux *piliers*⁵, devenus des machines de pouvoir se comportant sans scrupule comme de véritables formations politiques et se souciant davantage du renforcement de leurs positions respectives que de la défense de l'intérêt général. Les hommes politiques n'étaient plus protégés par leur presse et leur opinion publique, mais attaqués et critiqués de toute part. L'opinion publique belge découvrait avec stupeur des « scandales » par centaines. Cette « scandalite » régna de 1973 (éclatement de l'affaire Ibramco : une raffinerie d'État administrée uniquement par des socialistes) jusqu'au

5 | En Belgique et aux Pays-Bas, le « pilier » (*zuil*) désigne une organisation sociopolitique civile (formelle ou informelle) indépendante de l'État (voire y opposée) rassemblant ou coordonnant verticalement les activités d'organismes philosophiquement proches (parti politique, syndicat, organisation patronale, caisse d'indépendants, mutualité, mouvement de jeunesse, réseau d'enseignement, associations de parents, etc.). En Belgique, il existe trois piliers « traditionnels » : chrétien (divisé entre gauche et droite), libéral (le moins structuré) et socialiste (le plus structuré : Action commune ACS/SGA). Sortes d'États dans l'État, les piliers ont longtemps « encadré » verticalement de très larges secteurs de la société civile en dehors de l'action des pouvoirs publics. Depuis le début des années 1990, la pilierisation (*verzuijing*) a tendance à s'estomper tant aux Pays-Bas qu'en Belgique (sauf dans l'enseignement), selon un processus appelé dépilerisation (*ontzuijing*).

3 | Voir le dossier « Hiver 60 : un trou de mémoire », *La Revue nouvelle*, novembre 2010.

4 | Gouvernement de centre-droit composé du PSC unitaire (social-chrétien) et du PL unitaire (libéral).

milieu des années 1990 (publication des cahiers Atoma du secrétaire national du CVP Leo Delcroix qui révéla le financement illégal du parti). Des journalistes reconnus énumèrent tous ces scandales dans des livres intitulés *Les Affaires sont nos affaires - Du scandale RTT à l'Affaire Agusta* (1994) ou *Het Land van de 1000 schandalen* (1997) [*Le pays des mille scandales*], livres qui se vendirent comme des petits pains : le Belge voulait lire et relire comment ses gouvernants transgressaient leurs propres lois.

D'autres journalistes écrivirent des livres et réalisèrent des reportages sur les *grands travaux inutiles*, ces fonds publics injectés dans des travaux d'infrastructures ou des projets d'aide au développement inutiles. Les commandes militaires faisaient l'objet d'accords en sous-main, à des prix surévalués et contre des pots-de-vin. Il y eut ensuite les carnages commis par les Tueurs du Brabant et jamais résolus, ce qui contribua à entretenir une atmosphère d'*Unheimlichkeit*⁶. Trente ans après la dernière fusillade, on n'a toujours pas identifié un seul coupable. C'est ainsi qu'à fini par s'enraciner l'impression que *quelque chose ne tourne pas rond ici*. Et l'affaire Dutroux devait encore éclater. S'il est un jour où la Belgique ne s'est jamais sentie un *failed state*, ce fut bien lors de cet évènement historique que fut la *Marche blanche* à Bruxelles. Le 20 octobre 1996, trois-cent-mille Belges se rassemblèrent dans le centre de la capitale pour témoigner de leur soutien aux familles des fillettes enlevées, assassinées ou disparues.

Malgoverno

La toile de fond, c'était une gestion politique qui avait fini par tourner à vide à force de ne plus être teintée que de communautaire. Après l'Indépendance [1830], la Belgique avait dû

attendre cent-quarante ans sa première réforme de l'État, mais à partir de 1970, *réformer l'État* devint une occupation à plein temps pour le personnel politique. Désormais, chaque dossier se négociait en fonction du clivage linguistique. Non seulement les dossiers strictement communautaires, mais aussi les accords socioéconomiques, les grands travaux d'infrastructure et, jusqu'à ce qu'il soit scindé [en 1988], l'enseignement. La pommade de la paix sociale portait un nom : subsides. À tel point qu'on parla très rapidement de *politique du gaufrier* [*wafelijzerpolitiek*] : pour chaque franc belge qui allait à la Flandre, il en fallait (au moins) un pour la Wallonie et Bruxelles. À chaque fois, la Belgique en ressortait un peu plus mal en point. L'État finit par être déshabillé jusqu'au caleçon.

*Voor het Belgiekske nikske*⁷. Jamais ce slogan, tout droit sorti des gazettes extrémistes flamandes comme *'t Pal-lieterke*, n'avait si bien sonné. Même un parti populaire (et d'occupation du pouvoir) comme le CVP se mit à développer un discours anti-belge de plus en plus conséquent. À partir des années 1970, les réformes de l'État se retrouvèrent en tête d'agenda. Cela signifiait moins de Belgique et plus de Flandre. Ou plus de Wallonie car, en deçà de la frontière linguistique, le PS préférait lui aussi agir à sa guise. En 1987, Gaston Geens déclencha une révolution copernicienne. Dans un livre intitulé *Op eigen kracht* [*Sur nos propres forces*], il lança le slogan historique *Wat we zelf doen, doen we beter* (*Ce qu'on fait soi-même, on le fait mieux*). Comme président de l'exécutif flamand (aujourd'hui on dirait *ministre président du*

6|Sentiment morbide d'étrangeté à soi-même ou d'aliénation.

7|« Rien du tout pour la Belgique de rien du tout. » *Belgiek* (et non *België*) est évidemment péjoratif et fait référence à la « Belgique de papa » : unitaire, rétive aux revendications linguistiques flamandes et politiquement dominée par les élites francophones de Bruxelles, de Flandre et de Wallonie.

gouvernement flamand), Geens insinuaient que la Belgique ne fonctionnait plus. Désormais, cette mise en demeure de l'État fédéral devint centrale dans le discours officiel des entités fédérées⁸.

Décrit ci-dessus en quelques paragraphes, cela fait pourtant de nombreuses années que ce processus est au centre de toutes les attentions. Une des raisons principales en est la période allant de 1977 à 1981 et que les politologues résument en un seul mot : *malgoverno*, autrement dit, *des gouvernements qui ne gouvernent pas*. Il s'agit de ces quatre années durant lesquelles se sont succédé pas moins de sept gouvernements dirigés par les chrétiens-démocrates Leo Tindemans [CVP], Paul Vanden Boeynants [PSC], Wilfried Martens [CVP] et Mark Eyskens [CVP]. L'impact de ce *malgoverno* sur l'image de soi de la Belgique ne doit en aucun cas être sous-estimé (voir ci-après Pierre Delagrangé, « Belgique - 1971-1981: Decennium Horribile »).

La guerre de Baudouin

En 1978, alors qu'elle était déjà dans le *pipeline*, une réforme de l'État (« le Pacte d'Egmont⁹ ») se vit opposer par le

Conseil d'État de nombreuses objections fondamentales. Lorsque les présidents des partis de la majorité voulurent malgré tout faire passer en force la réforme, le Premier ministre Leo Tindemans [CVP] se permit d'annoncer sa démission à la tribune de la Chambre : « La Constitution n'est pas un chiffon de papier. » Implicitement, il accusait le reste du Parlement, y compris sa propre majorité et donc son propre parti, le CVP, de comportement irresponsable et de visées illégales. Sans le vouloir, il contribua à alimenter un climat antipolitique.

Si le Premier ministre choisissait de se donner en spectacle, pourquoi pas le roi ? Après le départ dramatique de Tindemans, le 11 octobre 1978, l'imbroglie politique était à son comble. Au point que même Paul Vanden Boeynants fut appelé à diriger un gouvernement de transition avant de passer la main à Wilfried Martens. Ses premiers gouvernements tombèrent plus vite qu'ils n'avaient été formés : entre 1979 et 1981, il en dirigea quatre. Avec la chute de Martens IV, Baudouin lui-même faillit s'éteindre. Et donc le roi Baudouin *fit son petit Tindemans* : devant les caméras, il sonna les cloches au politique. Et de quelle manière... Le 31 mars 1981, le chef de l'État convoqua au Palais royal les dix-neuf principaux décideurs du pays : le Premier ministre, les présidents des grands partis, les présidents de la Chambre et du Sénat, ainsi que les principaux partenaires sociaux.

Baudouin s'adressa aux *Dix-Neuf* en ces termes : « Vous, les représentants des pouvoirs de droit et des pouvoirs de fait ». Avant de leur passer un savon

indigestes : le primat régional consacré par le Pacte et, surtout, la création d'une Région bruxelloise échappant au schéma de la cogestion par la Wallonie et la Flandre ; 4) opposition d'élus CVP à la dissolution des provinces et à leur remplacement par des sous-régions (*subgewesten*), certes davantage en phase avec les réalités locales, mais synonymes de pertes de leviers de pouvoir pour le CVP. Ce dernier détail est souvent oublié.

8 | Dans la version originale, *deelstaten*, c'est-à-dire États fédérés.

9 | Le Pacte d'Egmont (24 mai 1977) prévoyait : 1) la transformation immédiate (en huit ans maximum) de la Belgique en un État fédéral fondé essentiellement sur trois Régions (flamande, wallonne et bruxelloise) et dans une moindre mesure sur trois Communautés culturelles ; 2) la création d'une Région bruxelloise à part entière ; 3) la scission de l'arrondissement électoral birégional de BHV (Bruxelles-Hal-Vilvorde) ; 4) la délimitation explicite et listée des compétences exercées par la fédération et les entités fédérées. Le Pacte a capoté pour diverses raisons : 1) opposition du Conseil d'État à un chapitre du Pacte considéré comme discriminatoire et anticonstitutionnel : une domiciliation bruxelloise fictive était accordée (à titre définitif pour les six communes à proximité de la périphérie bruxelloise et à titre temporaire — vingt ans — dans des sections de communes unilingues flamandes) aux francophones de l'arrondissement d'Hal-Vilvorde ; 2) entrée en dissidence de l'aile extrémiste de la VU (négociatrice et signataire du Pacte avec le FDF) ; 3) mise sur pied d'un *comité Egmont* exerçant une pression maximale sur le CVP et l'aile flamande du PSB unitaire ; au sein du Mouvement flamand, plusieurs choses sont

sans précédent : « En sept ans, sept gouvernements se sont succédé, et ce dans les temps les plus difficiles depuis l'après-guerre, alors que, plus que jamais, nous avons besoin de continuité et de stabilité. Il se fait qu'en un an à peine, quatre ministres se sont succédé au même poste. En pareilles circonstances, peut-il être encore question de gestion politique ? » Baudouin ne brandissait pas encore l'image d'une Belgique comme *État échoué*, mais plutôt celle d'un *pays assiégé* : « C'est la guerre, la guerre pour la préservation de notre économie, pour le bien-être de tous et surtout des moins favorisés, pour notre place dans le monde. »

Le poisson [mort] pue d'abord de la tête [Vis stinkt eerst aan de kop]. Si le chef de l'État lui-même commence à se plaindre du niveau du processus de prise de décision, pourquoi la population devrait-elle encore éprouver du respect pour le pays et ses dirigeants ? Surtout si ces derniers se battent comme des chiffonniers pour ensuite venir eux-mêmes expliquer sur les écrans que le politique ne fait pas correctement son travail ?

Pays de singes

Car c'est plutôt deux fois qu'une que les plus hauts représentants de l'autorité jettent l'image de la Belgique en pâture. Prenez l'affaire *Walid Khaled* de 1991. Le Palestinien *Walid Khaled* [groupe *Abou Nidal*] était l'un des terroristes les plus recherchés au monde lorsqu'il fut arrêté inopinément sur la Grand-Place de Bruxelles. *Khaled* détenait un visa en règle délivré par les propres services du ministre des Affaires étrangères *Mark Eyskens* [CVP]. À la suite de quoi son collègue *Louis Tobback* [SP], alors ministre de l'Intérieur, s'en alla déclarer sur les plateaux que « la folie dans ce pays » avait atteint des sommets. Il trouvait « plutôt fort » qu'en pleine guerre du Golfe, un terroriste se balade sur la Grand-Place de Bruxelles et qu'un

ministre soit au courant. *Eyskens* se débattit comme un beau diable, obligea des sous-fifres à démissionner, mais resta lui-même en poste. À la suite de quoi, il déclara au *Volkskrant* [Amsterdam] qu'il aurait démissionné dans n'importe quel autre pays, mais « quand même pas dans un pays de singes comme la Belgique¹⁰ ». Pays de singes... À côté de ça, *État échoué* reste une description plutôt polie. Ce fut la dernière fois que *Mark Eyskens* fit partie d'un gouvernement.

Que le système belge fût en train de perdre toute légitimité (1991 fut aussi l'année du *Dimanche noir* : la percée électorale du *Vlaams Blok*), certains hommes politiques de la rue de la Loi commencèrent à le ressentir.

Se distancier ostensiblement d'un *fallende staat* [État défaillant, *failing state*] devint alors la principale motivation du dirigeant libéral [VLD] *Guy Verhofstadt* pour écrire ses deux premiers *Burgermanifesten* [*Manifestes citoyens*]¹¹, autant de pamphlets agressifs contre l'État, en l'occurrence sa variante belge. Ainsi, après avoir été président de parti, chef de groupe parlementaire et vice-Premier ministre, *Guy Verhofstadt* pouvait avec une belle assurance affirmer sa « ferme conviction » que « beaucoup de choses qui se passent sur le terrain politique ne sont que mascarade ».

Non seulement *Verhofstadt* discréditait le politique, mais il éreintait également la façon dont le processus

10 | La citation complète vaut son pesant d'or. « *Mocht ik in de Britse regering hebben gezeten, dan was ik natuurlijk al lang opgestapt. Maar we zijn hier in België. Hier is de politiek een kippenhok. [...] In elk ander land zou ik opstappen, maar toch niet in een openland als België* » (Aurais-je siégé dans le gouvernement britannique que j'aurais naturellement démissionné depuis longtemps. Mais ici, nous sommes en Belgique. Ici, la politique, c'est un poulailler. [...] Dans n'importe quel autre pays, je démissionnerais, mais quand même pas dans un pays de singes comme la Belgique.), *De Volkskrant*, 9 février 1991.

11 | *Burgermanifest I* (co-écrit avec *Frans Verleyen* [directeur du *Knack* de 1972 à 1997], 1989) ; *Burgermanifest II : De weg naar politieke vernieuwing* (La voie vers la rénovation politique, 1991).

de décision politique frayait avec ces maudits *corps intermédiaires*¹², ces hommes politiques et ces « bonzes » de tout poil manigançant dans le dos de citoyens ingénus. Quelques années plus tard, aux Pays-Bas, Pim Fortuyn ferait une analyse analogue de la politique d'arrière-boutique (*achterkamertjespolitiek*)¹³. Cette critique frappa d'autant plus le milieu politique de plein fouet qu'elle contenait un fond de vérité : dans une démocratie, il est inévitable que les élites politiques et les décideurs sociaux et économiques se concertent.

Aussi Verhofstadt ne fut-il pas très convaincant lorsque, devenu Premier ministre en 1999 d'un gouvernement « violet » [coalition inédite entre partis socialistes, libéraux et écologistes flamands et francophones], il prit soudain ses distances avec ses *Manifestes* et érigea la Belgique en *État modèle*. Ce message était destiné à la fois à la population et à l'étranger. L'apogée visuel de cette campagne de conversion fut *Be Proud, Be Belgian*, ce clip publicitaire dans lequel on voyait un homme quelque peu surmené (un croisement entre le Robin Williams du *Cercle des Poètes* disparus et Guy Verhofstadt lui-même) crier son admiration pour la Belgique. Le Premier ministre libéral semblait vraiment croire qu'il n'y avait pas de pays plus puissant et plus beau que le nôtre.

Ensuite, ce fut au tour du CD&V [appellation du CVP depuis 2001] de lui rendre la monnaie de la pièce. Le nouvel homme fort du CD&V, Yves Leterme, reprochait aux gouvernements « violets » de n'avoir pas eu ne serait-ce que « cinq minutes de courage politique » pour scinder l'arrondissement électoral Bruxelles-Hal-Vilvorde [qui empoisonnait la vie politique belge depuis 1963]. En faisant campagne sous le slogan du *goed bestuur* [bonne gouvernance], Leterme devint immensément populaire. Malheureusement, à peine devenu Premier ministre [2008-2011], il se vit confronté à la *crise bancaire*, laquelle nous révéla que même les principales banques et sociétés d'assurances belges (Fortis, Dexia et Ethias) étaient de toute évidence mal gouvernées.

Rarement la classe politique aura ainsi été vouée aux gémonies après que tant de gens eurent perdu de larges parts de leur épargne. Cette situation ne relevait pas de la responsabilité directe du gouvernement, mais le *politique* fut soupçonné de complicité. Les images d'une assemblée d'actionnaires révoltés de la banque Fortis furent l'humiliation ultime pour quiconque en Belgique détenait une parcelle de pouvoir, les banquiers, les hommes politiques et les dirigeants des grandes organisations sociales, lesquels avaient particulièrement mal géré Dexia. Yves Leterme fut obligé de démissionner dans un climat de méfiance absolue et de désarroi total, un climat que ne parvint jamais à rompre la *rustige vastigheid* [fermeté tranquille] toute rhétorique du Premier ministre intérimaire [CD&V] Herman Van Rompuy (2008-2009). Tout cela ne pouvait que mal tourner. Au printemps 2010, le jeune président de l'Open-VLD Alexander De Croo devait à tout prix se profiler et, fier comme un gaffeur, il « débrancha la prise ».

12 | Difficilement traduisible en français, l'expression néerlandaise *het middenveld* renvoie à la *société civile*, mais au sens très belgo-néerlandais des *pilliers*, ces « corps intermédiaires » longtemps très puissants en Belgique et aux Pays-Bas.

13 | Avant de fonder son propre parti politique, ce sociologue de formation (assassiné en mai 2002) fut d'abord chroniqueur à l'hebdomadaire néerlandais *Elsevier* (Amsterdam) de 1993 à 2001. Durant cette période, il publia plusieurs pamphlets « populistes libertariens », dont *Aan het volk van Nederland. De contractmaatschappij, een politiek economische zedenschets* (*Au peuple des Pays-Bas. La société du contrat, peinture de mœurs politique et économique*, 1992) et *De verweesde samenleving. Een religieus-sociologisch traktaat* (*La société orpheline. Traité sociologico-religieux*, 1995).

La perspective de Bart De Wever

L'heure de Bart De Wever était venue. Le nouvel et éloquent président de la N-VA parvint à faire impression en osant proposer un nouveau paradigme politique. Des *belgicistes* comme Leo Tindemans avaient toujours mis en garde contre une fédéralisation par étapes qui déboucherait sur des autorités impuissantes. De Wever, lui, inversa la perspective et utilisa cette ancienne thèse comme argument en faveur de l'abolition de la Belgique. Il intégra la rhétorique du *beter bestuur* [meilleure gouvernance] de Gaston Geens et les conceptions anti-État défailant [falende staat] de Guy Verhofstadt au discours anti-belge classique du Mouvement flamand. Désormais, ce n'était plus en tant que Flamand que De Wever s'opposait à la Belgique, mais parce qu'il trouvait que ce pays à moitié fédéralisé ne fonctionnait pas. En outre, il donnait une légitimation démocratique à son combat contre la Belgique État défailant grâce à sa théorie de l'« unique pays aux deux démocraties ». En Wallonie, expliquait-il, la tendance lourde est plutôt de gauche, alors qu'en Flandre elle est plutôt de droite. En soi, il n'y a pas de mal à cela, mais cela débouche sur une navigation à vue, une *politique d'arrière-boutique* [achterkamertjespolitiek] et de mauvais compromis, autant de constats qui, soit dit en passant, étaient allègrement piochés par De Wever dans les anciens *Manifestes citoyens* de Guy Verhofstadt.

Avec ce discours anti-belge rénové, Bart De Wever ne s'adressait plus seulement aux *flamingants* classiques. Il touchait les *électeurs mécontents* du CD&V, restés fidèles aux principes chrétiens-démocrates de *subsidiarité* et de *suppléance*. Il s'adressait aussi à ces *libéraux* qui veulent toujours payer moins d'impôts, ne crachent jamais sur un bon petit projet en faveur de moins d'État et pour qui la Belgique peut tout aussi bien s'évaporer. *In fine*, aux

élections législatives de 2010, la N-VA cloua sur place tous ses concurrents et devint le plus grand parti du pays.

Ce faisant, De Wever parvint à faire basculer une grande partie de la population flamande dans la *résistance*, non seulement contre le gouvernement, mais aussi contre le régime, l'État et, en définitive, la nation. Pour l'opinion publique N-VA, *Belgique* ne désigne pas tant un pays qu'une manière de gouverner, de s'accorder et même de vivre. Tout comme pour elle, Dexia n'est pas seulement une banque, mais également une insulte qui désigne autant *het middenveld* que le *pilier* qui veut refilet à l'État une facture de plusieurs milliards. Face aux milliards d'euros dépensés pour Dexia, même un Flamand aisé se sent faible et menacé.

Ensuite sont venus les attentats de Paris et un peu plus tard de Bruxelles, avec la prise de conscience que le réseau européen de Daech s'est vraisemblablement mis sur pied à partir de Molenbeek. Les critiques de la communauté internationale à l'égard de la *méthode belge* ont été impitoyables. Tout comme le jugement de *Politico* : la Belgique est un État échoué. Estimant le pays de plus en plus ingouvernable, trois grands PDG ont à leur tour appelé le Premier ministre Charles Michel à reprendre l'initiative¹⁴.

Aujourd'hui, De Wever se retrouve soudain dans la même position que Verhofstadt en son temps. Depuis les bancs de l'opposition, il prononçait la faillite du pays, mais dès qu'il en a eu l'opportunité, il a embarqué son parti dans le gouvernement belge. La communication désormais ardue de Bart De Wever illustre à quel point il est difficile pour la N-VA de s'en tenir à sa ligne anti-belge. Dans sa dernière interview accordée au *Tijd* [le 9 janvier 2016], De Wever donnait

14| Dans une tribune publiée simultanément (le 18 mai 2016) dans *Le Soir* et *De Standaard*.

l'impression de ne plus trop savoir à quoi s'en tenir, déclarant sur un ton presque résigné : « Ce ne sera jamais mieux qu'avec ce gouvernement-ci, mais ce pays reste ce qu'il est. » N'est-ce pas reconnaître implicitement que la promesse du changement a peut-être visé trop haut ? Plus récemment encore [le 20 mai 2016, sur un plateau de la VRT], le président du plus gros parti au pouvoir [en Belgique et en Flandre] regrettait que le gouvernement fédéral « ne rayonne pas d'ambition collective ». Le lendemain, il se reprenait : ses déclarations de la veille avaient été « mal comprises » et il précisait que le Premier ministre bénéficiait de « tout son soutien ».

Cela en dit long quant à la vision de Bart De Wever sur les résistances de notre modèle de concertation. Cela en dit autant quant à la force limitée dont dispose son propre parti pour changer ce modèle. La Belgique n'est peut-être plus qu'un amas de décombres, mais on ne s'en débarrasse pas si facilement. Et en Flandre, où nous ne sommes gênés ni par deux démocraties ni par un moteur à trois vitesses, il est tout aussi difficile de trouver un consensus au sujet de l'*Oosterweel*¹⁵ qu'à Bruxelles au sujet de la fusion de six zones de police.

Le 22 mai fut une journée de deuil et de commémoration des victimes des attentats de Zaventem et de Maelbeek [22 mars 2016]. Toutes les autorités du pays s'étaient rassemblées au Palais royal pour une cérémonie sobre et émouvante. À peine Daan eût-il achevé (en français, en néerlandais et en allemand) les dernières notes d'une version infiniment triste de la Brabançonne, que le ministre Président flamand Geert Bourgeois (N-VA) tweetait : « Commémoration victimes #Brusselattacks. Témoignages forts, poignants. Merci aussi aux services de secours et aux bénévoles. Le chagrin partagé aide à guérir. » Et voilà.

Quiconque regarde un peu plus loin que les *yesterday's news* ne peut être surpris par l'image de la Belgique comme *État échoué*. Les dirigeants de ce pays ont recours à cette analyse depuis des décennies, et ce dans toutes ses variantes, parfois dans l'espoir d'imposer leur propre agenda, parfois dans celui de déjouer celui d'un autre. *Never waste a good crisis*, dit le dicton. Dans ce pays, il est manifestement utile d'en provoquer une petite de temps à autre.

15 | Projet pharaonique de « bouclage » du Ring 1 (Anvers) à hauteur de l'ancien village d'Oosterweel, enseveli sous les raffineries du Dock n° 5 du port d'Anvers.

Traduit du néerlandais et annoté
par Pierre Delagrangé

Cet article de Walter Pauli est initialement paru dans le *Knack* du 25 mai 2016 (p. 48-53) sous le titre « België, al vijftig jaar een mislukte staat ».

Nous l'avons traduit et annoté avec l'aimable autorisation de son auteur.

Ancien journaliste et chroniqueur au quotidien *De Morgen* et, depuis septembre 2011, éditorialiste et journaliste à l'hebdomadaire *Knack*, Walter Pauli est historien de formation.